

Jean-Jacques Rosa : il faut introduire un peu de liberté dans le système

Economiste libéral, Jean-Jacques Rosa estime qu'il faut en finir avec le système actuel de protection sociale financé presque exclusivement par l'impôt. Il préconise, un peu comme le rapport Chadelat, un dispositif d'assurance individuelle contracté par chaque Français selon ses besoins et ses désirs. Il estime que les médecins, qui bénéficient du système d'assurance-maladie, ne sont pas tout à fait logiques avec eux-mêmes en réclamant un espace de liberté tarifaire.

LE QUOTIDIEN

Le déficit de la branche maladie de la Sécurité sociale à la fin de cette année s'annonce élevé. Comment analysez-vous cette situation ?

JEAN-JACQUES ROSA

Comme on peut le faire depuis une vingtaine d'années : les dépenses augmentent, et il est donc normal que les déficits progressent. Mais, en fait, la question essentielle n'est pas tant l'ampleur des déficits, car chacun sait bien que les dépenses de santé augmentent et augmenteront inéluctablement. Le problème, c'est que ces dépenses sont financées exclusivement ou presque par l'impôt, ce qui accroît la charge sur les Français. Mon sentiment, et il n'est pas nouveau, c'est qu'il faut laisser aux Français le choix de s'assurer comme ils le veulent pour leur santé et de leur reverser ainsi une part de l'impôt qu'ils

sont contraints aujourd'hui de payer pour financer le système de protection sociale.

Beaucoup d'observateurs estiment cependant que ce système sera créateur d'inégalités.

Cela ne sera pas le cas si demeure une assurance-maladie obligatoire qui couvre les grands risques et concerne tout le monde. Cela n'arrivera pas si l'on prévoit des aides pour les populations les plus démunies. Mais, au-delà, laissons chacun s'assurer comme il l'entend.

Vous reprenez donc à votre compte les grandes lignes du rapport Chadelat, qui vient d'être remis au ministre de la Santé et qui envisage peu ou prou ce dispositif ?

Je n'ai pas encore entièrement connaissance des conclusions de

ce rapport. Mais, d'après ce que j'en sais, et selon les premières informations disponibles, il va effectivement dans ce sens et envisage un système que je préconise depuis longtemps : une assurance-maladie obligatoire pour les risques médicaux les plus importants et une liberté laissée aux Français de s'assurer pour le reste comme ils l'entendent, comme ils le souhaitent. Les Français doivent eux-mêmes décider du budget qu'ils désirent consacrer à ce poste de dépenses.

Ce qui aurait pour avantage de soulager les finances de l'assurance-maladie ?

C'est exact, mais l'important serait aussi d'accroître la responsabilité des Français, et surtout de briser l'actuel système de financement de la protection fondé uniquement sur l'impôt, ce qui, en outre, nuit à l'économie du pays. Il faut introduire de la liberté dans le système actuel, sans mettre à mal, évidemment, le principe de solidarité.

Plus de liberté, les médecins prescripteurs en veulent aussi, puisqu'ils réclament un espace de liberté tarifaire. Comment jugez-vous cette revendication ?

Je crois quand même qu'ils sont

un peu responsables de ce qui leur arrive. Ils réclament plus de liberté, mais, en même temps, ils ont bénéficié et continuent de bénéficier d'un système d'assurance-maladie financé par l'impôt, c'est-à-dire par la collectivité. Si on veut être libre, il faut se donner les moyens de cette liberté, et accepter d'accorder une plus grande liberté aux ménages et aux caisses. C'est en ce sens que je crois que les médecins ne sont pas tout à fait logiques dans leur raisonnement. S'ils veulent plus de liberté, ils doivent le montrer clairement, non seulement en réclamant des espaces de liberté tarifaires, mais aussi dans leur comportement vis-à-vis du système de santé lui-même.

Les rapports entre le corps médical, l'assurance-maladie et le gouvernement sont toujours difficiles.

La situation conflictuelle entre le gouvernement, les médecins et les caisses est surtout de la responsabilité du premier qui a une politique incohérente, en ce sens que, tout en affirmant qu'il ne se mêle de rien, réglemente tout en matière de dépenses de santé. Cela ne peut pas bien marcher.

Propos recueillis par Jacques DEGAIN